



## **Occupation du domaine public**

### **Publication des arrêtés en date du 1<sup>er</sup> juin 2023 (partie1)**

- Arrêté n°266 : Stationnement rue Jean Jaurès les 5 et 6 juin 2023.
- Arrêté n°270 : Occupation domaine public impasse Emile Zola le 07/06/2023.
- Arrêté n°277 : Occupation domaine public, stade Coullaud et CV n°3 Les Gaulets les 10 et 11 juin 2023.
- Arrêté n°282 : Autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boisson au Train Théâtre du 07/06 au 09/06/2023.
- Arrêté n°283 : Circulation rue Marx Dormoy du 19/06 au 18/07/2023.
- Arrêté n°284 : Permission de voirie rue Jean Jacques Rousseau du 19/06 au 21/06/2023.
- Arrêté n°285 : Circulation rue Louis Saillant du 05/07/2023 au 19/07/2023.
- Arrêté n°286 : Permission de voirie rue Paul Eluard du 12/06 au 14/06/2023.
- Arrêté n°287 : Circulation rue Estienne d'Orve et route N7 le 11/06/2023.
- Arrêté n°288 : Stationnement et circulation rue Pierre Semard du 13 au 15/06/2023.
- Arrêté n°289 : circulation rue Jean Jaurès du 12/06/2023 au 11/07/2023.
- Arrêté n°290 : Circulation rue Benjamin Moloïse du 08/06 au 10/06/2023.
- Arrêté n°291 : Circulation impasse du Château d'eau du 13/06 au 27/07/2023.
- Arrêté n°292 : Circulation rue Benjamin Moloïse et avenue Salvador Allende du 21/06 au 06/07/2023.
- Arrêté n°293 : Circulation rues Benjamin Moloïse et rue Jean Rostand du 21/06 au 05/07/2023.

Publié le : 08 JUIN 2023



## AUTORISATION DE STATIONNEMENT SUR LE DOMAINE PUBLIC

### ARRETE N° 266/2023

Madame Geneviève GIRARD, Maire de la ville de PORTES LES VALENCE 26,  
Vu l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 portant sur la signalisation routière et autoroutière modifié en dernier lieu par arrêté ministériel en date du 16 mai 2001,  
Vu le décret n°86.745 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,  
Vu le code de la route,  
Vu l'article R 610-5 du code pénal, modifié par le décret n°2022-185 du 15/02/2022,  
Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu l'article L 116-2 du code de la voirie routière,  
Vu la demande d'occupation du domaine public formulée par la société de déménagement **DELACQUIS CONTINI, 17 Rue Ferdinand de Lesseps, Zi Briffaut 26000 Valence**, pour un déménagement de son client,  
Vu l'arrêté n°20/151 du 26 mai 2020 donnant délégation de fonctions relatives à la sécurité publique à Monsieur Patrick GROUPIERRE, 7<sup>ème</sup> adjoint,  
Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des participants, des riverains et des usagers de la voie publique, de ses dépendances et des piétons,

**Arrête :**

#### Article 1

Le **05 et 06 Juin 2023 de 8h à 17h**, un emplacement de stationnement sera réservé au 104 rue Jean Jaurès, pour stationner un camion de déménagement de 19 tonnes.

#### Article 2

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux véhicules de secours et/ou d'intervention.

#### Article 3

Toutes les dégradations causées au domaine public seront réparées par les soins et aux frais du pétitionnaire. Celui-ci reste responsable en tout temps de tout accident ou avarie qui pourrait survenir à la suite de cette occupation.

#### Article 4

L'affichage de la signalisation sera réalisé par le pétitionnaire.

#### Article 5

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans les deux mois à compter de sa publication.



**Article 6**

Le Directeur Général des Services de la mairie de Portes-lès-Valence, les services techniques municipaux, le Chef de Service de la police municipale et Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique à Valence 26, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Portes-lès-Valence, le 17/05/2023.

**Patrick GROUPIERRE**  
Adjoint en charge de la sécurité publique



**OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC**  
**ARRETE N°270/23**

Madame Geneviève GIRARD, Maire de la ville de PORTES LES VALENCE 26,  
Vu l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 portant sur la signalisation routière et autoroutière modifié en dernier lieu par arrêté ministériel en date du 16 mai 2001,  
Vu le décret n°86.745 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,  
Vu le code de la route,  
Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu l'article R 610-5 du code pénal, modifié par le décret n°2022-185 du 15/02/2022,  
Vu l'article L 116-2 du code de la voirie routière,  
Vu la demande effectuée par MAESTRE Charlotte, 29 rue Emile Zola, 26800 PORTES LES VALENCE, dans le cadre de travaux,  
Vu l'arrêté n°20/151 du 26 mai 2020 donnant délégation de fonctions relatives à la sécurité publique à Monsieur Patrick GROUPIERRE, 7ème adjoint,  
Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des participants, des riverains et des usagers de la voie publique, de ses dépendances et des piétons,

**Arrête:**

**Article 01**

MAESTRE Charlotte est autorisée à occuper temporairement le domaine public situé entre les N° 21 et 29 impasse Emile Zola au croisement de la rue Ambroise Croizat 26800 PORTES LES VALENCE le **MERCREDI 07 JUIN 2023 de 8H à 12H**.

**Article 02**

Le barriérage et une signalétique conséquente seront installés et entretenus par le pétitionnaire.

**Article 03**

Le pétitionnaire prendra toutes mesures pour assurer la salubrité, la sécurité et la tranquillité publiques. Cette autorisation est précaire et révocable. L'intéressé en cas de retrait de l'autorisation ne pourra prétendre à aucune indemnisation de la municipalité.

**Article 04**

La présente autorisation sera affichée sur les lieux.

**Article 05**

Toutes les dégradations causées au domaine public seront réparées par les soins et aux frais du pétitionnaire. Le pétitionnaire reste responsable en tout temps de tout accident ou avarie qui pourrait survenir à la suite de cette occupation.

**Article 06**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans les deux mois à compter de sa publication

**Article 07**

Le Directeur Général des services de la Mairie de Portes les Valence, les services techniques municipaux, le Chef de Service de la Police Municipale et Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique à Valence 26, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Portes-lès-Valence, le 24 Mai 2023.

Patrick GROUPIERRE,  
Adjoint en charge de la sécurité publique



**ARRETE DE CIRCULATION N°23/277**

Madame Geneviève GIRARD, Maire de la ville de PORTES LES VALENCE 26,  
Vu l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 portant sur la signalisation des routes et autoroutes modifiées en dernier lieu par arrêté ministériel en date du 16 mai 2001,  
Vu le code de la route et plus particulièrement les articles R411-6, R411-25, R411-27,  
Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu l'article R 610-5 du code pénal, modifié par le décret n°2022-185 du 15/02/2022,  
Vu la demande présentée par le club de rugby US VEORE XV de PORTES-LES-VALENCE dans le cadre du CHALLENGE ROLLES/LATTIER,  
Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques,  
Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des participants, spectateurs et officiels de la compétition,

Arrête :

**Article 1**

Le club US VEORE XV de Portes-lès-Valence est autorisé à organiser une manifestation sportive le 10 et 11 juin 2023. Celle-ci se déroulera au stade Coullaud, quartier Monerit de 8h30 à 17h30.

**Article 2**

**Restrictions de circulation :**

Pour la durée de la compétition, la circulation sera réglementée de la façon suivante :

Chemin vicinal n° 3 « Les Gaulets» (entrée principale du stade MONERIT) ;

La circulation sera mise en sens unique du rond-point de la rue Jean Macé au carrefour de la ferme de Beaumont, ainsi que du carrefour de la route de Monerit au carrefour de la D211 et du carrefour de la route de Monerit au carrefour de la D269.

L'installation et l'entretien est à la charge des organisateurs se feront sur le parking du stade Gabriel COULAUD, en épi sur le chemin vicinal n° 3 les GAULETS et MONERIT, sur le côté droit du sens unique.

Les organisateurs assureront le placement des véhicules à stationner et prendront toutes mesures utiles pour la lutte contre les incendies.

**Article 3**

Le parking de la halle des sports et le parking de l'espace Cristal situé rond point sud CD7 sont mis à disposition des organisateurs en stationnement de secours.

**Article 4**

Les organisateurs restent responsables de tout incident ou accident qui surviendrait. Le président du club organisateur fournira la liste des dirigeants et les numéros de téléphone au responsable du dispositif chargé de la sécurité.

**Article 5**

Une mise en fourrière immédiate sera effectuée, sans avis préalable au propriétaire, pour tout véhicule gênant la circulation. Les frais restant à la discrétion du titulaire de la carte grise. Une déclaration de buvette sera effectuée auprès de la mairie le cas échéant.

**Article 6**

La signalisation sera mise en place par les services techniques de la mairie en collégialité avec les organisateurs.

**Article 7**

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 8**

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux véhicules d'intérêt général.

**Article 9**

Le Directeur Général des Services de la mairie de Portes les Valence, le Chef de Service de la police municipale, Monsieur le Commissaire Divisionnaire Directeur Départemental de la Sécurité Publique à Valence 26, le Président du club Portoïis de bi cross, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Portes-lès-Valence, le 25 mai 2023.

Mme GIRARD  
Le maire



Publié le : 08 JUN 2023

# Demande d'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons

Monsieur le Maire

Je soussigné(e) <sup>(1)</sup> Marie-Rose Ceraulo, Présidente de l'association A.T.T., Ecole de Théâtre, dont le siège est à Portes-les-Valence, Maison des Associations

ai l'honneur de solliciter, conformément aux articles L. 3334-2 et L. 3352-5 du Code de la santé publique, l'autorisation d'ouvrir un débit temporaire de boissons

de <sup>3<sup>ème</sup></sup> catégorie à <sup>(2)</sup> Train Théâtre de Portes-les-Valence

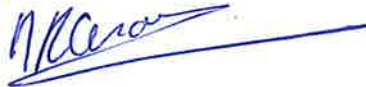
du mercredi 7/06/2023 à 19 heures 00

au vendredi 9/06/2023 à 23 heures 30

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le 24 mai 2023

signature



## Arrêté du Maire

n° de l'arrêté

282

Je soussigné(e) G. GIRARD

maire de Portes les Valence

Vu la demande ci-dessus;

Vu les articles L. 3334-2 et L. 3352-5 du Code de la santé publique;

Vu <sup>(4)</sup>

Arrête :

M<sup>(1)</sup>me CERAULO Marie-Rose

est autorisé(e) à ouvrir un débit temporaire de boissons de <sup>3<sup>ème</sup></sup> catégorie

à <sup>(2)</sup> u. Train - Théâtre

du 07/06/2023 à 19 heures 00

au 09/06/2023 à 23 heures 30

à l'occasion de <sup>(3)</sup>

à charge pour lui de se conformer à toutes les prescriptions locales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des débits de boissons.

Fait à

Portes les Valence

Le Maire

31/05/2023

(1) Nom, prénoms, profession, adresse

(2) Indiquer l'emplacement

(3) Indiquer le motif : foire, vente de charité, fête, etc.

(4) Indiquer, le cas échéant, les références du certificat de conformité du local utilisé





**Arrêté temporaire n°23-AT-283**  
**Portant réglementation de la circulation**

**RUE MARX DORMOY**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**CONSIDÉRANT** que des travaux Autre rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 19/06/2023 au 18/07/2023 RUE MARX DORMOY

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 19/06/2023 et jusqu'au 18/07/2023, la vitesse maximale autorisée des véhicules légers et poids lourds est fixée à 30 km/h la journée 38A RUE MARX DORMOY.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, COMTE TRAVAUX PUBLICS.

**Article 3**

Le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, Le Directeur des Services Techniques et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Portes-lès-Valence, le 02/06/2023  
Madame le Maire de Portes -lès-Valence

**Geneviève GIRARD**



DIFFUSION:

le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26

le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**Autorisation de voirie n°23-AV-284  
portant permission de voirie et autorisation d'entreprendre les travaux**

**RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques

**VU** le Code de la voirie routière

**VU** le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire)

**VU** le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 421-1 et suivants

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

**VU** la demande en date du 01/06/2023 par laquelle EAU DE VALENCE ROMANS AGGLO demeurant 62 avenue Sadi Carnot 26000 Valence représentée par Monsieur Richard GALINDO demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public et l'occupation temporaire de ce dernier :

- réalisation de branchement au réseau d'eau potable du 44 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation**

Le bénéficiaire (EAU DE VALENCE ROMANS AGGLO) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande :

**Du 44 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU**

- du 19/06/2023 au 21/06/2023, réalisation de branchement au réseau d'eau potable sous la chaussée

**Article 2 - Sécurité et signalisation de chantier**

EAU DE VALENCE ROMANS AGGLO devra signaler son chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du chantier, telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie, consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

En cas d'absence d'arrêté permanent pris par les gestionnaires de voirie concernés précisant les modalités de réalisation de chantiers courants, ou de travaux non couverts par ces éventuels arrêtés, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires un arrêté particulier réglementant la circulation et / ou le stationnement.

La signalisation devra alors respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique délivré.

EAU DE VALENCE ROMANS AGGLO a la charge de la signalisation réglementaire de son chantier et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

En cas d'intempéries de nature à gêner la visibilité des usagers, les travaux doivent être interrompus et une signalisation adaptée mise en place.

En cas de danger pour les usagers, les travaux sont, à l'initiative du pétitionnaire ou de l'autorité de police, différés ou interrompus, sans préjudice de la mise en place d'une signalisation d'urgence, même en l'absence de décision de l'autorité de police.

### **Article 3 - Implantation, ouverture de chantier et récolement**

Le présent arrêté vaut autorisation d'entreprendre aux dates suivantes, sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation :

- Date de début des travaux : **19/06/2023**
- Date de fin des travaux : **21/06/2023**

La conformité des travaux autorisés sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier et, selon le cas, durant l'exécution des travaux. Le bénéficiaire est tenu d'assurer toutes les facilités d'accès aux services du gestionnaire de la voirie pour effectuer les travaux de contrôle jugés nécessaires.

### **Article 4 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 5 - Autres formalités administratives**

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

### **Article 6 - Remise en état des lieux**

Dès l'achèvement des travaux, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

### **Article 7 - Durée, validité, renouvellement et remise en état**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La présente autorisation est valable pour une durée d'un an à compter de sa notification. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La présente autorisation vaut titre d'occupation.

L'occupation est consentie du 19/06/2023 au 21/06/2023, soit pour une durée de 3 jours.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à Portes-lès-Valence, le 02/06/2023  
Madame le Maire de Portes -lès-Valence

Geneviève GIRARD



DIFFUSION :

EAU DE VALENCE ROMANS AGGLO

le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26  
le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

**Arrêté temporaire n°23-AT-285**  
**Portant réglementation de la circulation**

**RUE LOUIS SAILLANT**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages de télécommunications rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 05/07/2023 au 19/07/2023 RUE LOUIS SAILLANT

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 05/07/2023 et jusqu'au 19/07/2023, la circulation est alternée par feux la journée du 1540 RUE LOUIS SAILLANT.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, ENSIO.

**Article 3**

Le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, Le Directeur des Services Techniques et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Portes-lès-Valence, le 02/06/2023  
Madame le Maire de Portes -lès-Valence

**Geneviève GIRARD**



DIFFUSION:

ENSIO

le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26

le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de*

*traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

**Autorisation de voirie n°23-AV-286**  
**portant permission de voirie et autorisation d'entreprendre les travaux**

**RUE PAUL ELUARD**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques

**VU** le Code de la voirie routière

**VU** le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire)

**VU** le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 421-1 et suivants

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

**VU** la demande en date du 01/06/2023 par laquelle EAU DE VALENCE ROMANS AGGLO demeurant 62 avenue Sadi Carnot 26000 Valence représentée par Monsieur Richard GALINDO demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public et l'occupation temporaire de ce dernier :

- réalisation de branchement au réseau d'eau potable du 9 RUE PAUL ELUARD

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation**

Le bénéficiaire (EAU DE VALENCE ROMANS AGGLO) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande :

**Du 9 RUE PAUL ELUARD**

- du 12/06/2023 au 14/06/2023, réalisation de branchement au réseau d'eau potable sous la chaussée

**Article 2 - Sécurité et signalisation de chantier**

EAU DE VALENCE ROMANS AGGLO devra signaler son chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du chantier, telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie, consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

En cas d'absence d'arrêté permanent pris par les gestionnaires de voirie concernés précisant les modalités de réalisation de chantiers courants, ou de travaux non couverts par ces éventuels arrêtés, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires un arrêté particulier réglementant la circulation et / ou le stationnement.

La signalisation devra alors respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique délivré.

EAU DE VALENCE ROMANS AGGLO a la charge de la signalisation réglementaire de son chantier et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

En cas d'intempéries de nature à gêner la visibilité des usagers, les travaux doivent être interrompus et une signalisation adaptée mise en place.

En cas de danger pour les usagers, les travaux sont, à l'initiative du pétitionnaire ou de l'autorité de police, différés ou interrompus, sans préjudice de la mise en place d'une signalisation d'urgence, même en l'absence de décision de l'autorité de police.

### **Article 3 - Implantation, ouverture de chantier et récolement**

Le présent arrêté vaut autorisation d'entreprendre aux dates suivantes, sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation :

- Date de début des travaux : **12/06/2023**
- Date de fin des travaux : **14/06/2023**

La conformité des travaux autorisés sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier et, selon le cas, durant l'exécution des travaux. Le bénéficiaire est tenu d'assurer toutes les facilités d'accès aux services du gestionnaire de la voirie pour effectuer les travaux de contrôle jugés nécessaires.

### **Article 4 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette Intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 5 - Autres formalités administratives**

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

### **Article 6 - Remise en état des lieux**

Dès l'achèvement des travaux, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

### **Article 7 - Durée, validité, renouvellement et remise en état**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La présente autorisation est valable pour une durée d'un an à compter de sa notification. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La présente autorisation vaut titre d'occupation.

L'occupation est consentie du 12/06/2023 au 14/06/2023, soit pour une durée de 3 jours.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.



Fait à Portes-lès-Valence, le 02/06/2023  
Madame le Maire de Portes -lès-Valence

**Geneviève GIRARD**

DIFFUSION :

EAU DE VALENCE ROMANS AGGLO

le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26

le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA



*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

**Arrêté temporaire n°23-AT-287**  
**Portant réglementation de la circulation**

**N7 et RUE ESTIENNE D'ORVES**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**CONSIDÉRANT** que des travaux Remplacement réseaux éclairage public rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 11/06/2023 N7 et RUE ESTIENNE D'ORVES

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le 11/06/2023, le dépassement des véhicules, autres que les deux-roues, est interdit aux véhicules légers et poids lourds, la journée, :

- N7
- RUE ESTIENNE D'ORVES, du 22 jusqu'à N7
- RUE ESTIENNE D'ORVES, de N7 jusqu'au 22

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SPIE Citynetwork Chatuzange.

**Article 3**

Le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, Le Directeur des Services Techniques et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Portes-lès-Valence, le 02/06/2023  
Madame le Maire de Portes -lès-Valence

**Geneviève GIRARD**



DIFFUSION:

SPIE Citynetwork Chatuzange

le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26

le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours

contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

Publié le : 08 JUIN 2023



**Arrêté temporaire n°23-AT-288  
Portant réglementation du stationnement et de la circulation**

**RUE PIERRE SEMARD**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages d'éclairage public rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 13/06/2023 au 15/06/2023 RUE PIERRE SEMARD

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 13/06/2023 et jusqu'au 15/06/2023, les prescriptions suivantes s'appliquent :

- du 20T au 20 RUE PIERRE SEMARD
- du 11 au 20 RUE PIERRE SEMARD
- du 20 au 14 RUE PIERRE SEMARD

:

- Le stationnement des véhicules légers et poids lourds est interdit la journée. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de police et véhicules de secours. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;
- La vitesse maximale autorisée des véhicules légers et poids lourds est fixée à 30 la journée ;
- Un rétrécissement de chaussée, \*, entraîne une modification des conditions de circulation. La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h. La voie sera maintenue sur une largeur de 3 mètres.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SPIE Citynetwork Chatuzange.

**Article 3**

Le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, Le Directeur des Services Techniques et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Portes-lès-Valence, le 02/06/2023  
Madame le Maire de Portes -lès-Valence



**DIFFUSION:**

SPIE Citynetwork Chatuzange

le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26

le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

**Arrêté temporaire n°23-AT-289**  
**Portant réglementation de la circulation**

**RUE JEAN JAURES**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages de fibre optique rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 12/06/2023 au 11/07/2023 RUE JEAN JAURES

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 12/06/2023 et jusqu'au 11/07/2023, la circulation est alternée par feux la journée du 152 au 170 RUE JEAN JAURES.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, AFFACOM.

**Article 3**

Le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, Le Directeur des Services Techniques et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Portes-lès-Valence, le 02/06/2023  
Madame le Maire de Portes -lès-Valence

**Geneviève GIRARD**



DIFFUSION:

AFFACOM

le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26

le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de

*traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

**Arrêté temporaire n°23-AT-290**  
**Portant réglementation de la circulation**

**RUE BENJAMIN MOLOISE**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages d'eaux usées / assainissement rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 08/06/2023 au 10/06/2023 RUE BENJAMIN MOLOISE

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 08/06/2023 et jusqu'au 10/06/2023, la circulation des véhicules légers et poids lourds est interdite la journée 19 RUE BENJAMIN MOLOISE. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux riverains, véhicules de livraison, véhicules de police et véhicules de secours.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SAS OBOUSSIER TP.

**Article 3**

Le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, Le Directeur des Services Techniques et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Portes-lès-Valence, le 02/06/2023

Madame le Maire de Portes -lès-Valence

**Geneviève GIRARD**

DIFFUSION:

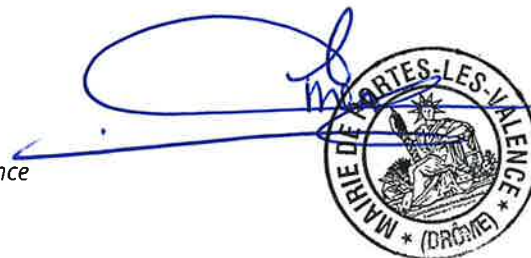
SAS OBOUSSIER TP

le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26  
le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA



The image shows a blue ink signature of Geneviève Girard over a circular official seal. The seal contains the text 'MAIRIE DE PORTES-LES-VALENCE' and '(DRÔME)' and features a central emblem with a figure holding a staff.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le



*bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

**Arrêté temporaire n°23-AT-291**  
**Portant réglementation de la circulation**

**IMPASSE DU CHATEAU D'EAU**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**CONSIDÉRANT** que des travaux INTERCONNEXION PLV-VALENCE-POSE DE VANNE DE REGUL rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 13/06/2023 au 27/07/2023 IMPASSE DU CHATEAU D'EAU

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 13/06/2023 et jusqu'au 27/07/2023, la circulation des véhicules légers et poids lourds est interdite la journée 5 IMPASSE DU CHATEAU D'EAU. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de police et véhicules de secours.

**Article 2**

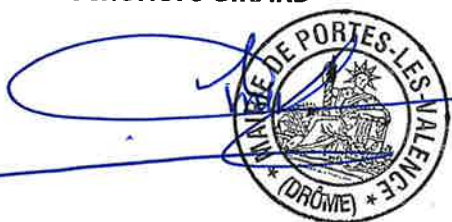
La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, GIAMMATTEO RESEAUX.

**Article 3**

Le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, Le Directeur des Services Techniques et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Portes-lès-Valence, le 02/06/2023  
Madame le Maire de Portes -lès-Valence

**Geneviève GIRARD**



DIFFUSION:

GIAMMATTEO RESEAUX

le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26

le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le

*bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

**Arrêté temporaire n°23-AT-292**  
**Portant réglementation de la circulation**

**RUE BENJAMIN MOLOISE et AVENUE DU PRESIDENT SALVADOR ALLENDE (D7)**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages de fibre optique rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 21/06/2023 au 06/07/2023 RUE BENJAMIN MOLOISE et AVENUE DU PRESIDENT SALVADOR ALLENDE (D7)

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 21/06/2023 et jusqu'au 06/07/2023, la circulation est alternée par K10 la journée RUE BENJAMIN MOLOISE et AVENUE DU PRESIDENT SALVADOR ALLENDE (D7).

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, FORTEL.

**Article 3**

Le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, Le Directeur des Services Techniques et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Portes-lès-Valence, le 02/06/2023  
Madame le Maire de Portes -lès-Valence

**Geneviève GIRARD**

DIFFUSION:

FORTEL

le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26

le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de

*traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

Publié le : 08 JUIN 2023



**Arrêté temporaire n°23-AT-293  
Portant réglementation de la circulation**

**RUE BENJAMIN MOLOISE et RUE JEAN ROSTAND**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages de fibre optique rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 21/06/2023 au 05/07/2023 RUE BENJAMIN MOLOISE et RUE JEAN ROSTAND

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 21/06/2023 et jusqu'au 05/07/2023, la circulation est alternée par K10 la journée RUE BENJAMIN MOLOISE et RUE JEAN ROSTAND.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, FORTEL.

**Article 3**

Le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, Le Directeur des Services Techniques et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Portes-lès-Valence, le 02/06/2023  
Madame le Maire de Portes -lès-Valence

**Geneviève GIRARD**



DIFFUSION:

FORTEL

le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26

le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de

*traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*